

1^{er} juin 2007

Liban et Ukraine : **Pour masquer l'échec impérialiste : la stratégie du chaos**

Le Liban comme l'Ukraine, chacun à leur manière, sont sur la ligne de front de l'offensive du néolibéralisme guerrier. Au Liban, il s'agit de manipuler un groupe fondamentaliste musulman réactionnaire pour compromettre les forces anti-impérialistes qui ne sont pas pour autant des forces progressistes même s'il faut faire une différence qualitative entre les gouvernements iranien et syrien et une organisation de libération nationale comme le Hezbollah. Idem en Ukraine contre la résurgence anti-impérialiste de la Russie dont le capitalisme mafieux et antidémocratique n'est plus à souligner. Cet affrontement déstabilise, à divers degrés, ces deux pays sur le dos de leur peuple et, au Liban, particulièrement sur le dos des réfugiés palestiniens.

L'absence de forces significatives à la fois antilibérales et anti-impérialistes s'y fait cruellement sentir. Cette absence permet aux forces impérialistes de fomenter des guerres civiles ethniques/religieuses pour le partage des actifs et des ressources s'amenuisant en peau de chagrin. L'échec de cette « politique de la tension » pour ne pas dire du chaos jusqu'ici en Palestine et au Liban, malgré d'occasionnelles accrochages, témoigne de la maturité politique de leur peuple.

Malheureusement, il en est autrement en Afghanistan et surtout en Iraq malgré les appels unitaires de Moqtada al-Sadr handicapé cependant par le caractère sectaire de son organisation. Cette politique du chaos particulièrement cruelle pour les peuples sert à masquer la défaite stratégique des ÉU et de ses alliés. De moins en moins le peuple québécois échappera à ses conséquences tant en termes de dépenses sociales que de vies humaines. Raison de plus pour renforcer les groupes et les mobilisations anti-guerre tout comme la lutte contre le racisme des « certificats de sécurité » et autres mesures répressives anti-immigrant. Car, comme le montre l'exemple des ÉU, la politique du lobbying mène à un cul-de-sac.

Marc Bonhomme

LIBAN

La stratégie du chaos

Plus de la moitié des réfugiés du camp de Nahr al-Bared a fui les combats entre l'armée libanaise et le groupuscule fondamentaliste Fatah al-Islam. L'impérialisme américain en profite pour placer ses pions afin d'empêcher un gouvernement d'unité nationale.

Contrairement à ce qui est dit, le Fatah al-Islam n'est pas à la solde du régime syrien. Apparu en novembre 2006, il a été financé et armé par les forces gouvernementales pro-occidentales de Fouad Siniora. Il s'agissait, à l'époque, de soutenir des groupes extrémistes sunnites pour contrer, au besoin par les armes, le Hezbollah chiïte. C'est l'application à la lettre de la théorie néoconservatrice américaine du « chaos

constructif », visant à la déstabilisation générale d'un espace afin de mieux s'y implanter.

Les combats de Nahar al-Bared permettent au gouvernements libanais et américain d'accuser une nouvelle fois la Syrie, l'isolant un peu plus. Surtout, ils permettent de renforcer la coopération armée entre les deux pays : le 24 mai, les États-Unis ont affrété six avions cargos à destination des forces armées libanaises. Il s'agit de tout faire pour isoler l'opposition conduite par le Hezbollah et le général chrétien Michel Aoun, qui, depuis novembre 2006, ont lancé une vaste mobilisation pour demander la démission d'un gouvernement aux ordres de la France et des États-Unis, auteurs de la résolution 1559 de l'automne 2004, demandant entre autre le désarmement du Hezbollah.

La création du tribunal international pour juger les assassins de l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri s'inscrit dans la même logique : bénéficiant de pouvoirs extraordinaires, permettant des arrestations arbitraires et sans preuve, ce tribunal, sous contrôle direct du Conseil de sécurité de l'ONU, est une arme dirigée par les pays occidentaux contre le régime syrien, accusé d'office. Et à travers le régime syrien, c'est naturellement le Hezbollah et l'Iran qui sont indirectement visés. Soutenu par ses alliés libanais de la coalition gouvernementale, le bloc impérial France-États-Unis-Israël, a décidé d'en finir avec les deux régimes s'opposant à lui, ainsi qu'avec la résistance libanaise incarnée par le Hezbollah et ses alliés. Il s'agit ainsi d'empêcher l'opposition nationale libanaise d'arriver à la satisfaction de ses revendications : la démission du cabinet Siniora, la formation d'un gouvernement d'unité nationale, et des élections législatives anticipées.

D'autant que se profilent la présidentielle de novembre 2007, auxquelles le général Aoun, soutenu par le Hezbollah et ses alliés constitués de forces politiques nationalistes arabes, nassériennes, islamiques et de gauche, est candidat. L'émergence d'une direction nationaliste libanaise dans la région, non hostile à l'Iran et à la Syrie, opposée aux intérêts néocoloniaux de la France et des États-Unis, serait en effet une catastrophe pour ces derniers.

Nicolas Qualander

UKRAINE

Sortie de crise ?

Après un nouveau regain de tension, le président ukrainien Viktor Iouchtchenko et son adversaire, le Premier ministre Viktor Ianoukovitch, ont fixé au 30 septembre la date des législatives anticipées. Cela met fin à la crise ouverte depuis plusieurs mois entre les deux adversaires de la « révolution orange » de 2005 (lire Rouge du 12 avril 2007).

À l'issue des élections législatives de mars 2006, qui avaient abouti à la défaite de la coalition présidentielle pro-occidentale, les deux Viktor ont été contraints de cohabiter et la lutte entre les deux camps s'est rapidement envenimée. Le président a prononcé, le 2

avril, la dissolution du Parlement. Le parti du premier ministre en a finalement accepté le principe mais les deux parties s'opposaient encore sur la date du scrutin.

En fin de semaine dernière, un ultime imbroglio a ouvert la voie à un affrontement violent entre les deux camps. Des échauffourées ont eu lieu entre différents corps de police, des rumeurs de coup d'État se sont répandues. Les grandes puissances ont lancé des appels au calme car un tel conflit, au cœur de la zone de friction entre la Russie d'un côté, l'Union européenne et les États-Unis de l'autre, était bien trop dangereux.

La lutte des factions n'intéresse plus beaucoup la population qui s'était pourtant fortement mobilisée lors de la révolution orange de 2004-2005. Force est de constater que les deux camps adhèrent, pour l'essentiel, au même programme de libéralisation, de privatisation et de restrictions des droits syndicaux.

Dans un pays dont le PIB ne représente aujourd'hui que les deux tiers de son niveau de 1989 et où les inégalités ont explosé, le retour à la croissance est loin d'avoir compensé les effets sociaux désastreux de la transition. Pauvreté, faiblesse des salaires et difficultés d'accès à la santé, au logement et à l'éducation sont des problèmes brûlants, que les maigres de force de la gauche radicale et le niveau des mobilisations ne permettent pas, pour l'heure, d'imposer au calendrier politique.

Cédric Durand

Le Congrès vote les crédits de Bush

Composée, depuis les dernières élections parlementaires, de l'opposition officielle à George W. Bush, la majorité du Congrès américain a décidé, ce 25 mai, de voter les crédits militaires pour l'Irak, dont l'administration républicaine avait le plus grand besoin. Elle a, à cette fin, retiré la clause qui imposait un calendrier de retrait des troupes américaines. La législation a été votée par une majorité de 80 contre 14 au Sénat, et de 280 contre 142 à la Chambre des représentants. Après cinq mois de débats et de négociations, les démocrates viennent donc de renoncer à leurs promesses de contrôler la conduite de la guerre en serrant les cordons de la Bourse.

Grâce à ce vote, la Maison Blanche obtient un feu vert pour l'escalade militaire qu'elle juge aujourd'hui indispensable pour faire face à la déstabilisation irakienne. Alors que la principale figure de l'opposition chiite à l'occupation, Moqtada al-Sadr, vient de réapparaître dans son fief de Koufa et qu'il a lancé un appel à l'union des chiites et des sunnites pour l'indépendance du pays, Bush va pouvoir expédier de nouvelles brigades en Irak et allonger le tour de service de celles qui sont déjà sur place. Au total, le corps expéditionnaire passera ainsi de 162 000 à plus de 200 000, nombre jamais atteint jusqu'à présent. Il se confirme donc que la gauche américaine et le mouvement antiguerre n'ont pas grand-chose à attendre d'un Parti démocrate ayant récupéré le rejet croissant suscité par l'expédition coloniale bushienne aux États-Unis, afin de mieux s'asseoir dessus à la première occasion, culture de la « responsabilité » oblige...

Source : Rouge, hebdomadaire de la LCR de France, 30 mai 2007